

Communiqué de presse

Paris, le 19 juillet 2018

Cohésion et quartiers en difficulté : du pacte à l'action

Le « pacte de Dijon », pour une nouvelle politique de cohésion urbaine et sociale, proposé au Gouvernement par les élus locaux en avril dernier a été signé ce lundi 16 juillet 2018 par le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et de France urbaine.

Cette signature est confortée par les mesures annoncées lors du Conseil des ministres réuni le 18 juillet.

En matière de sécurité, d'éducation, de petite enfance ou d'insertion professionnelle certains éléments sont confirmés, dans l'attente de leur mise en oeuvre.

En matière de logement, France urbaine et l'AdCF sont impatients de voir se décliner sur les territoires la promesse gouvernementale de multiplier par deux les crédits de l'ANRU, pour atteindre les 10 milliards d'euros et relancer ainsi les chantiers. A cet égard, des rectifications devront être rapidement apportées par le gouvernement concernant les conditions de financement du logement social et des organismes HLM.

Au fil des six prochains mois, d'autres mesures devront être annoncées pour pouvoir en faire le bilan en février 2019, comme convenu par MM. Edouard Philippe, Jean-Luc Moudenc et Jean-Luc Rigaut, ce lundi 16 juillet.

Durant cette période, les agglomérations et métropoles signataires s'engagent à décliner concrètement les éléments déjà actés du « pacte de Dijon », en lien avec les services de l'Etat compétents.

Les élus de France urbaine et l'AdCF rappellent l'importance d'une gouvernance partagée et d'une confiance réciproque entre l'Etat et les élus des territoires, pour une relance ambitieuse des politiques de cohésion sociale et urbaine, au service des habitants.

Contacts Presse

AdCF

Sandrine GUIRADO
06 86 79 42 92
s.guirado@adcf.asso.fr

France urbaine

Jilliane POLLAK
06 40 86 45 38
j.pollak@franceurbaine.org

Olivia Penichou
06 07 08 91 47
o.penichou@o2p-conseil.com